Initiative Paix au Sahel (SPI)

Termes de Référence

Etude sur des conflits au Burkina Faso : typologies, causes, et les mécanismes endogènes de gestion.

Mars 2023

I. Contexte

Le Burkina Faso fait face depuis 2015 à une crise sécuritaire et humanitaire qui, malheureusement, s'est aggravée. Cela s'explique, entre autres, par les conflits/tensions intercommunautaires récurrents et une montée de l'extrémisme violent dans plusieurs localités du pays. L'extrémisme violent, qui dans un passé récent était perçu comme un phénomène lointain, fait désormais partie de notre quotidien. Il se nourrit de l'intolérance, de la haine, des divisions et du rejet de l'Etat et tend à effriter la cohésion sociale et le vivre ensemble.

Autant les déterminants de cette situation sont multiples, autant les conséquences le sont également. Comme conséquences, cette situation a provoqué des déplacements massifs de populations liés à l'insécurité, accélérant la détérioration de la situation humanitaire à partir de la fin de l'année 2019, principalement dans les régions suivantes du pays : le Centre-Nord, le Sahel, le Nord, l'Est, la Boucle du Mouhoun et le Centre-Est. A la date du 31 décembre 2022, le nombre de Personnes Déplacées Internes (PDI) était de 1 882 391[1]. Ces Personnes ont été contraintes de fuir leurs domiciles du fait des violences. Ce déplacement forcé des populations exacerbe une vulnérabilité préexistante des communautés, tant pour les familles déplacées que pour les populations-hôtes. Il ne semble pas s'estomper et complexifie davantage l'assistance humanitaire à apporter à ces personnes. Selon le plan de réponse humanitaire 2023, plus de 4.7 millions personnes sont dans le besoin et seulement 3,1 millions sont ciblées par les interventions.

L'Etat et ses partenaires s'investissent pour venir à bout de cette crise généralisée et complexe dont les conséquences majeures restent l'érosion de la cohésion sociale, les menaces à la paix, la violation des droits humains, notamment celles des couches sociales les plus vulnérables que sont les femmes et les enfants.

L'Eglise catholique, dans le but d'apporter sa contribution à la réponse à cette crise, a lancé en 2019 l'Initiative Paix au Sahel / Sahel Peace Initiative (SPI) en collaboration avec le Catholic Relief Services (CRS). Cette initiative a pour but de contribuer à l'augmentation du niveau de paix, de cohésion sociale et de résilience pour les populations vivant au Sahel. Pour ce faire, elle a mené un certain nombre d'études qui lui ont servi de base afin de proposer un plan d'action concret et une stratégie d'intervention pour chaque année d'intervention.

Après trois (03) années de fonctionnement et grâce aux relations solides qui ont pu être établies avec les principales parties prenantes et d'autres acteurs de la société civile, des actions fortes ont été menées qui méritent d'être saluées. Toutefois, force est de constater que la violence continue de s'intensifier et la cohésion sociale continue de se détériorer malgré les nombreuses interventions des acteurs nationaux et internationaux. C'est pourquoi, le SPI est engagé à intensifier ses actions d'assistance humanitaire et à amplifier ses actions de consolidation de la paix. Cette démarche trouve sa traduction concrète, entre autres, dans le projet de création d'un observatoire. En effet, *l'enquête auprès des*

[1] Bulletin d'information du SP/CONASUR, Janvier 2023

communautés chrétiennes catholiques a révélé que l'Eglise est directement impactée par le terrorisme et que la mise en place de cet observatoire pourrait aider l'Eglise à accroitre ses capacités de résilience. Cela a justifié la création de l'Observatoire Catholique de la Société Burkinabè (OCSB). Cet instrument permettra à l'Eglise, dans le cadre de la reconstruction de la cohésion sociale, de travailler à former, informer, alerter, dénoncer, faire des plaidoyers, encourager, réconcilier pour le mieux-être, le vivre-ensemble et le Développement Humain Intégral des populations au Burkina Faso.
L'Eglise ne peut atteindre cet objectif, à travers l'OCSB, si elle ne s'appuie pas sur des données fiables. Dans cette perspectives, SPI dispose essentiellement de deux (02) bases de données :

- la base de données de l'Étude diagnostique auprès des communautés sur l'impact de la crise sécuritaire, les sources potentielles de conflits et les facteurs de résilience au Burkina Faso, Septembre 2021, étude réalisée par le SPI (Conférence Episcopale Burkina-Niger et Catholic Relief Services) ;
- la base de données de l'enquête auprès des communautés chrétiennes catholiques sur les causes profondes de l'extrémisme violent, les faits et méfaits du terrorisme et les stratégies de résilience au Burkina Faso et au Niger, Octobre 2021, étude réalisée par la Conférence Episcopale Burkina-Niger (CEB-N) et la Commission épiscopale Justice et Paix (CJP-Burkina).

Dans le cadre de l'année fiscale en cours, le SPI souhaite contribuer à la paix et à la cohésion sociale à travers un soutien au lancement de l'OCSB. Dans cette perspective et pour permettre à l'OCSB de mener ses activités (analyse de la société, production de données, publications, etc.) sur une base scientifique solide, SPI/Burkina a décidé de lancer une étude sur les conflits, leur typologie, leurs causes, et les mécanismes endogènes de gestion de ces conflits. Disposer d'une base de données fiable sur ces trois aspects (typologie, causes profondes des conflits et mécanismes endogènes de leur gestion) fournira des outils pertinents pour la prise de décision et l'action. Ces données qui doivent être désagrégées (par régions, par sexes, par catégories socioprofessionnelles, par milieu de résidence, etc…) ont vocation à être mises à jour à intervalles réguliers. Du reste, les analyses et publications des différents organes de l'OCSB (Secrétariat Permanent, Cellules Ecclésiales de Veille et d'Alerte Précoce, …) sur les dynamiques de la société s'appuieront nécessairement sur cette base de données.
Enfin, le SPI, à travers cette étude, souhaite disposer de données et d'analyses claires et spécifiques sur les facteurs de conflits en lien avec la laïcité de l'Etat. Cela permettra une bonne observation de la dynamique de montée de l'extrémisme religieux. Enfin l'un des axes stratégiques est de renforcer et de diversifier les mécanismes traditionnels de médiation et de gestion des conflits en mettant l'accent sur la participation des jeunes et des femmes.
A travers la recherche documentaire et l'enquête terrain, cette étude d'envergure nationale permettra de collecter les données pertinentes auprès des informateurs clés. Elle s'appuiera sur une approche à la fois qualitative et quantitative à travers les Entretiens avec des

Informateurs Clés (EIC), des Discussions de Groupe (DG), un examen de la littérature, l'observation directe et une enquête d'opinion sur les conflits et leur mode de gestion. Les cibles sont les personnes ressources des communautés (autorités politiques et administratives, leaders religieux et coutumiers, leaders d'opinion et citoyens engagés dans le développement communautaire, les jeunes femmes etc…).
Les informations recueillies seront traitées, analysées et validées à l'issue d'un atelier. A partir de la base de données validée, un rapport sera rédigé et publié. La base de données ainsi que les recommandations du rapport permettront d'orienter ou de mieux exécuter l'ensemble des activités de l'Observatoire et des activités du projet en cours.

II. Objectifs de l'étude

Objectif général de l'étude :

- Connaitre la typologie et la cartographie des conflits :
  - Quels sont les différents types de conflits et quelles sont les données actualisées dont on dispose sur chaque type ?
  - Quelles sont les spécificités et les manifestations de ces conflits par zone ?
- Connaitre les causes profondes des conflits :
  - Au-delà des explications simplistes sur les conflits, que peut-on retenir comme causes profondes des conflits identifiés ?
  - A l'analyse des facteurs explicatifs des conflits, structurés respectivement dans les trois (3) dimensions : a) socio-culturelle ; b) économique et c) politique, quelles sont les dimensions qui nécessitent une certaine veille de l'Eglise catholique et des leaders religieux ?
  - Quelle appréciation peut-on faire de l'efficacité et de l'efficience des initiatives similaires (observatoires) existant dans les zones de l'étude ?
  - Quels sont ou pourraient être les facteurs explicatifs des conflits en lien avec la laïcité de l'Etat et quelle analyse peut-on en faire ?
- Connaitre les mécanismes traditionnels de gestion et de résolution des conflits par les communautés :
  - Quel est le répertoire des mécanismes traditionnels de prévention et gestion de conflits ?
  - Quels sont les acteurs et quels ont leur rôle et responsabilité dans la prévention et la gestion des conflits ?
  - Quels sont les cas d'école en matière médiation de conflits ?
  - Quelle est la place des jeunes et des femmes dans la gestion de ces conflits.
- Dégager des pistes d'action de promotion de la cohésion sociale pour l'Eglise et son Observatoire aussi bien dans le cadre qu'en dehors du SPI :
  - Proposer des actions de prévention des conflits, qui impliquent pleinement les jeunes et les femmes ;

- Proposer des mécanismes pertinents de gestion et de résolution des conflits identifiés parmi tant d'autres qui associent toutes les franges de la population ;
- Proposer des systèmes d'alertes communautaire pertinents, identifiés sur le terrain ;
  Proposer un mécanisme communautaire de suivi de la situation post conflit.

III. Méthodologie de l'étude

Il appartient au prestataire de décliner la méthodologie qu'il propose pour l'atteinte des résultats. Toutefois, il convient de signaler, à titre indicatif, qu'une combinaison des méthodes qualitatives et quantitatives pourrait être utilisée dans la présente étude. Le choix des cibles pourrait se faire :

- Au niveau central, régional et provincial : Informateurs issus des structures et départements des ministères en charge de la gestion des conflits ;
- Au niveau des communes, des villages : informateurs clés (personnes ressources) issus des structures administratives, coutumières, religieuses, associatives, groupes d'auto-défense, déplacés internes, etc.
- Au niveau communautaire : les associations de développement (femmes et hommes), résidant dans le champ géographique de l'enquête, les acteurs de l'Observatoire National de Prévention et de Gestion des Conflits Communautaires (*ONAPREGECC*) ;
- Au niveau des autres acteurs intervenant sur les questions liées aux conflits, à la cohésion sociale et la construction de la paix : ONG et autres responsables de projets et programme de développement communautaire.
- Au niveau des forces de défense et de sécurité si possible
- Au niveau des citoyens ordinaires des zones ciblées, pour ce qui est de l'enquête quantitative.

En plus de l'enquête quantitative, le consultant pourrait utiliser une variété de méthodes qualitatives pour collecter des informations auprès des groupes cibles.

IV. Sources de données documentaires et méthodes de collecte des données primaires

Pour mener à bien l'étude, les sources des données suivantes pourraient être exploitées :

- Conférence Episcopale Burkina-Niger et Catholic Relief Services (CRS)/SPI, Rapport de Étude diagnostique auprès des communautés sur l'impact de la crise sécuritaire, les sources potentielles de conflits et les facteurs de résilience au Burkina Faso, Septembre 2021

- CEB-N/CJP-Burkina, Rapport de l'enquête auprès des communautés chrétiennes catholiques sur les causes profondes de l'extrémisme violent, les faits et méfaits du terrorisme et les stratégies de résilience au Burkina Faso et au Niger, Octobre 2021
- Le rapport de l'étude du Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique (MJDHPC), rapport de l'étude sur l'état des lieux des conflits communautaires au Burkina Faso, 2021 (enquête réalisée entre octobre et novembre 2018). Ce rapport propose une cartographie des conflits dont il dresse une certaine typologie ;
- Le rapport (2020) de « l'analyse des conflits au Burkina Faso : revue documentaire », basé sur un examen des rapports universitaires, médiatiques et politiques sur l'histoire, l'évolution et le contexte actuel de la crise ;
- Le rapport (janvier 2021) de « l'analyse de la situation sécuritaire au Burkina Faso : causes profondes et facteurs de réduction », rapport établi sur la base d'une dizaine d'entretiens avec des personnes ressources ;
- Le rapport de « l'étude de l'impact de la situation sécuritaire sur la mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2016-2020 » qui propose une estimation de l'impact de la situation sécuritaire sur le PNDES ;
- L'évaluation de conflit « **Des Pas vers la Paix** » l'évaluation des conflits dans la zone du Liptako-Gourma au Burkina Faso, au Mali et au Niger effectuée par le CRS et les Conférences Episcopales de l'Afrique de l'Ouest ;
- Le rapport de l'étude menée par l'ONG Interpeace et qui a donné lieu à la publication d'un rapport intitulé « Jeter les bases d'une paix durable au Burkina Faso : Analyse participative des facteurs de conflit et de résilience » (mars 2021).

Dans le rapport, l'analyse de toutes les données (primaires, secondaires, quantitatives, qualitatives) et les résultats doivent être organisés et présentés de manière à répondre aux questions de l'étude.

V. Couverture géographique de l'étude

Cette étude a une envergure nationale. Toutefois, compte tenu de la situation sécuritaire très délétère et volatile du pays, il appartient au prestataire de faire des propositions concrètes en tenant compte des objectifs à atteindre et des mesures de mitigation qu'il met en place. Il reste entendu que la taille de l'échantillon doit être statistiquement représentative.

VI. Bénéficiaires de l'étude

Les bénéficiaires de cette étude sont essentiellement :

- Les communautés concernées à travers une meilleure orientation des interventions en leur faveur ;

- Le SPI (Les diocèses couverts par le SPI et CRS) qui disposent de données primaires pour ses interventions pouvant faire l'objet de suivi et d'évaluations rigoureuses.
- L'Observatoire Catholique de la Société Burkinabè qui disposera de données pour la proposition d'un plan d'action.

VII. Procédures d'analyse des données

Les données de l'enquête pourraient être collectées directement ou saisies à l'aide de solutions ICT4D standard (telles que Commcare, Kobo…). Cette solution est préférable, mais pas obligatoire si le consultant n'a pas d'expérience dans l'utilisation de cette technologie. Les bases de données assainies doivent être importées dans des progiciels d'analyse de données d'enquête standard tels que SPSS ou STATA.

VIII. Profil et mission du consultant.

Le Consultant doit répondre aux critères suivants :

- Etre titulaire d'un diplôme universitaire de niveau master ou plus en sciences sociales (sociologie, anthropologie, gestion des conflits, etc.).
- Avoir des expériences confirmées dans la gestion et/ou l'évaluation orientées dans la prévention/gestion de conflits ; connaissance solide des mécanismes (alternatifs) de résolution de conflits ; en particulier dans les milieux communautaires/ruraux à caractère sensible aux conflits ;
- Justifier d'une expérience significative dans la collecte et l'analyse de données qualitatives et quantitatives ;
- Disposer d'une expérience avérée en matière d'analyse sociologique ;
- Avoir une bonne connaissance de l'ordonnancement juridique au Burkina Faso est un atout majeur ;
- Disposer des compétences suivantes au sein de l'équipe de l'étude : Expert en Prévention et gestion de conflit, Expertise/connaissance solide des mécanismes (alternatifs) de résolution de conflits en particulier dans les milieux communautaires/ruraux…

IX. Les livrables

Les éléments suivants devront être fournis lors de la mise en œuvre, de l'analyse et à la fin de l'étude :

- Un plan de travail détaillé, avec des dates cibles et des résultats attendus identifiés et mis en évidence ;
- Tous les outils de collecte de données ;
- Toutes les photos et notes de terrain avec citation textuelle des enquêtés ;
- Deux exemplaires reliés et une copie électronique du rapport d'étude ;
- Base de données des informations collectées.
- Rapport final après l'atelier de validation.

X. Modalités de soumission.

a. **Composition du dossier de candidature** :

Le Consultant ou le bureau d'étude doit fournir un dossier comportant :

Documents administratifs :

- Une lettre de motivation/soumission dûment signée et faisant ressortir les facteurs justifiant que le candidat est le plus indiqué pour la tâche ;
- Les CV et diplômes du personnel proposé dont celui du consultant principal bien détaillé ;
- Un dossier fiscal, pour les cabinets, est nécessaire ;
- Les copies de tout autre document administratif jugé important ;

Documents techniques :

- Une note méthodologique présentant les rubriques suivantes : compréhension de la mission, commentaires et/ou propositions d'amélioration des termes de référence, méthodologie proposée pour traiter les différents résultats attendus de l'étude, planning d'intervention ;
- Les précisions sur la méthodologie de travail préconisée, complétant ou précisant les présents termes de référence ;
- Un chronogramme prévisionnel des tâches pour la réalisation des différentes étapes de la prestation, précisant de manière détaillée des moyens humains et matériels affectés.

Une offre financière comportant :

- Une lettre d'engagement ;
- Le budget détaillé par composante de prix prenant en compte l'étude et la restitution.

Dépôt des dossiers : les dossiers sont déposés sous pli fermé au siège du Secrétariat Général de la CJP-Burkina sis à Dagonoen dans l'enceinte du Centre Cardinal Paul Zoungrana, rue 2977 à l'attention de Monsieur le Secrétaire Général de la CJP-Burkina ou par mail à l'adresse suivant : cjpburkina@gmail.com avec cc à soubeigameli@yahoo.fr. Afin de prendre en compte votre candidature, l'objet du mail doit être intitulé : < Offre pour l'étude OCSB sur les conflits>>. Les dossiers incomplets ne seront pas considérés.
Période de dépôt des dossiers : du lundi 6 au lundi 20 mars 2023 à 15 heures 00

XI. Durée de la mission

La durée de la mission est prévue pour 3**5 jours.**

Description	**Délais**
la rencontre de cadrage	1 jour
Revue documentaire	2 jours
Harmonisation de la compréhension des outils	1 jour
Amendements des outils de collecte	1 jour
Collecte des données terrains	21 jours
Interprétation, analyse	2 jours
Soumission du rapport provisoire	3 jours
Atelier de validation	1 jours
Rapport final (intégration des amendements au cours de l'atelier de validation)	3 jours
Total	**35 jours**